



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 20/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA BESSAC TPC

Le Rivet
81120 Réalmont

Références : 81-CARMIN-2023-08
Code AIOT : 0006801546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement SA BESSAC TPC implanté Le Rivet (AC n° 62 à 66 ; 72p et 163) ; Combe du Rivet (AE n° 17 et 106 + ITM : AC 97 et 106) ; Puech Grand (AC n° 75p ; 242 ; 243p ; 244 et 245 p) et Le Mazot (AE n° 11p ; 14p ; 15p et 16) 10ha 75a 57ca 81360 Montredon-Labessonnié. L'inspection a été annoncée le 01/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA BESSAC TPC
- Le Rivet (AC n° 62 à 66 ; 72p et 163) ; Combe du Rivet (AE n° 17 et 106 + ITM : AC 97 et 106) ; Puech Grand (AC n° 75p ; 242 ; 243p ; 244 et 245 p) et Le Mazot (AE n° 11p ; 14p ; 15p et 16) 10ha 75a 57ca 81360 Montredon-Labessonnié
- Code AIOT : 0006801546
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000, cette carrière arrive en fin d'exploitation du gisement disponible.
Un dossier de renouvellement avec extension est en préparation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan d'exploitation,
- extraction : phasage, cote minimale, hauteur des fronts,
- pollution par les hydrocarbures : aire de ravitaillement,
- surveillance des émissions de poussières : émissions canalisées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DG 4	/	Sans objet
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article CE-7	/	Sans objet
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article CE-8	/	Sans objet
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article CE 9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Pollution par les hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article PN 3	/	Sans objet
7	Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article PN 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La surveillance des émissions canalisées des installations de traitement des matériaux est à compléter. Cette carrière fait l'objet de campagnes semestrielles de mesures des retombées de poussières environnementales par des jauges de type Owen.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DG 4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000è ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : <ul style="list-style-type: none"> - les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci ; - les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs ; - les cotes NGF des différents points significatifs ; - les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés ; - la position des ouvrages à préserver.
Constats : L'exploitant a présenté un plan d'exploitation dressé en mars 2023 par un géomètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article CE-7
Thème(s) : Risques chroniques, Epaisseur et cote minimale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction portera sur une épaisseur maximale de 87 m et une cote minimale en fond d'excavation de 200 m NGF.
Constats : La cote minimale d'extraction est celle du carreau de l'exploitation à 220 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article CE-8
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est réalisée selon le plan annexé au présent arrêté , le réaménagement étant réalisé de façon coordonnée avec l'extraction.
Constats : Depuis quelques années, cette carrière est peu exploitée. L'extraction est presque terminée. Depuis 2020, 3 tirs d'abattage ont été réalisés. La production déclarée en 2022 est de 12 870 t. Un dossier de renouvellement et d'extension est en préparation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article CE 9
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des fronts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction des matériaux est réalisée en 6 gradins d'une hauteur unitaire maximale de 15 m.
Constats : Le rabattement des fronts d'exploitation à une hauteur de 15 m est entrepris depuis 2016. Il subsiste une portion de front d'un linéaire de moins de 100 m à la cote 278 m NGF à traiter. Depuis 2019, 4 fronts ont été repris.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Pollution par les hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article PN 3
Thème(s) : Risques chroniques, Aire de ravitaillement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Le ravitaillement des engins est effectué au dessus d'une aire étanche reliée à un point bas qui mène à un débourbeur-déshuileur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites démission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Emissions canalisées : pour les installations de puissance inférieure ou égale à 550 kW : 40 mg/Nm ³ . Cette valeur limite est contrôlée au moins annuellement.
Constats : 2 dépoussiéreurs sont installés pour traiter les émissions canalisées en provenance de l'installation. L'un deux est en maintenance. Il n'y a pas eu de mesure de la concentration en poussières des rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article PN 13
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis éliminées vers des installations dûment autorisées.
Constats : Sur le site du Rivet, il n'y a pas de zone où sont stockées en excès des amas de ferraille issues des installations. Ce type de déchet est rapatrié au siège de la société à Réalmont pour récupération des pièces encore utilisables. Le reste est vendu à des organismes de collecte en vue du recyclage des métaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet